

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 3. Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 7 février 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1555

[C – 2008/33034]

7 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van 21 april 1999 houdende erkenning en subsidiëring van de Centra voor de Coördinatie van de Thuiszorg

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op artikel 12, lid 3, van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het decreet van 7 december 2006 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2007, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het decreet van 6 december 2007 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 21 april 1999 houdende erkenning en subsidiëring van de centra voor de coördinatie van de thuiszorg, inzonderheid op artikel 10, § 1, gewijzigd bij het besluit van 22 oktober 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 november 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister-President, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 8 november 2007;

Gelet op het advies nr. 43.868/3 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 10, § 1, van het besluit van de Regering van 21 april 1999 houdende erkenning en subsidiëring van de centra voor de coördinatie van de thuiszorg, gewijzigd bij het besluit van 22 oktober 2003 wordt het bedrag « € 35.000 » vervangen door het bedrag « € 47.600 ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2007.

Art. 3. De Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 7 februari 2008.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme,
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1556

[2008/201566]

24 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant abrogation de certaines dispositions en matière de pêche, de chasse, d'urbanisme, de patrimoine, d'emploi, de formation et de pouvoirs locaux

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1979 et modifié par la loi du 4 août 1996, et § 2, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989 et 6 avril 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 43.945/8, donné le 28 janvier 2008;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial, du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine, du Ministre de la Formation et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont abrogés :

- l'arrêté ministériel du 29 novembre 1983 autorisant temporairement la capture de sandres de toutes dimensions et interdisant temporairement tous les déversements de ce poisson, en Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 29 avril 1987 autorisant la pêche de tout poisson, sauf la truite, du 1^{er} octobre au 31 décembre et interdisant la pêche au brochet du samedi précédent le quatrième dimanche de mars au samedi précédent le deuxième dimanche de juin, dans le lac de Warfaaz et au cours des années 1986 à 1990;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 avril 1987 autorisant la pêche de tous poissons, sauf la truite, dans les lacs de Bütgenbach et de Robertville au moyen d'une seule ligne à main, manœuvrée du bord de l'eau pendant les mois d'octobre et de novembre;
- l'arrêté de l'Exécutif du 29 avril 1987 autorisant temporairement la capture et la détention de poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires, durant le déroulement des concours de pêche publiquement annoncés, en Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 29 avril 1987 autorisant temporairement la capture de sandres de toutes dimensions et interdisant temporairement tous les déversements de ce poisson, en Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 1^{er} octobre 1987 autorisant temporairement la pêche dans les parties de l'Almache qui traversent le bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 autorisant temporairement la pêche de tous poissons, sauf la truite, dans le lac de la Vierre, à Suxy;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 avril 1988 autorisant temporairement la pêche dans une partie de l'Eau Noire traversant des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté de l'Exécutif du 7 avril 1988 autorisant temporairement la capture et la détention de poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires, durant le déroulement des concours de pêche publiquement annoncés, en Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 15 septembre 1988 autorisant, dans l'étang communal du Châtelet, la pêche à tous poissons, la truite exceptée, du 1^{er} octobre au 31 décembre, pour les années 1988 à 1992 incluse;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 permettant temporairement la pêche de certains poissons en période de fermeture dans les lacs des barrages et des pré-barrages de l'Eau d'Heure et de ses affluents;
- l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 autorisant temporairement la pêche dans les parties de l'Ourthe orientale traversant des bois soumis au régime forestier entre Houffalize et le confluent de l'Ourthe et du ruisseau de Martin Moulin;
- l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 autorisant temporairement la pêche dans les parties de l'Almache qui traversent des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté de l'Exécutif du 13 septembre 1990 autorisant la pêche de tous poissons, à l'exception de la truite, dans le lac de Neufchâteau, au moyen de deux lignes à main manœuvrées du bord de l'eau pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre des années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1994;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 autorisant temporairement la pêche de tout poisson, à l'exception de la truite, dans le lac de Warfaaz;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 autorisant temporairement la pêche de tout poisson, à l'exception de la truite et de l'ombre, dans le plan d'eau des Boyards, à Vielsalm;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 mars 1993 autorisant temporairement la capture et la détention de poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires durant le déroulement des concours de pêche publiquement annoncés en Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 1993 autorisant temporairement la pêche dans des parties de la Lhomme qui traversent des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 février 1994 permettant temporairement la pêche de certains poissons en période de fermeture dans les lacs des barrages et des pré-barrages de l'Eau d'Heure et de ses affluents;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 février 1994 permettant temporairement la pêche de certains poissons en période de fermeture dans les lacs des barrages et des pré-barrages de l'Eau d'Heure et de ses affluents;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 autorisant temporairement la pêche dans les parties de l'Ourthe orientale traversant des bois soumis au régime forestier entre Houffalize et le confluent de l'Ourthe et du ruisseau de Martin Moulin;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995 autorisant temporairement la pêche dans une partie de l'Eau Noire traversant des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 autorisant temporairement la pêche dans un tronçon du Ton traversant des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 1993 autorisant temporairement la pêche dans des parties de la Lhomme qui traversent des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 autorisant temporairement la pêche dans les parties de l'Almache qui traversent des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté ministériel du 20 février 1997 dérogeant temporairement aux dispositions des articles 9, 10 et 11 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 février 1998 autorisant temporairement la capture et la détention de poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires, durant le déroulement des concours de pêche publiquement annoncés en Région wallonne;

- l'arrêté ministériel du 18 mars 1999 autorisant temporairement la pêche de la truite autrement qu'à la mouche dans la Haute Méhaigne en période de fermeture;
- l'arrêté ministériel du 22 mars 1999 autorisant la pêche de la truite à la mouche dans un tronçon de la Vesdre en période de fermeture;
- l'arrêté ministériel du 7 février 2002 autorisant temporairement la pêche de tous poissons, sauf de la truite, dans l'étang de Bologne à Habay-la-Neuve;
- l'arrêté ministériel du 7 février 2002 autorisant temporairement la pêche de la truite autrement qu'à la mouche dans la Haute Méhaigne en période de fermeture;
- l'arrêté ministériel du 8 août 2002 autorisant la pêche de la carpe la nuit dans le lac de Bütgenbach du 18 au 20 octobre 2002;
- l'arrêté ministériel du 10 octobre 2002 autorisant l'utilisation de certains leurres durant le Championnat de Belgique de pêche au carnassier sur le lac du Ry Jaune le 19 octobre 2002;
- l'arrêté ministériel du 21 janvier 2003 autorisant temporairement la pêche après la fermeture dans l'étang sur le Bocq, à Scy (Hamois);
- l'arrêté ministériel du 6 février 2003 autorisant temporairement certains types de pêche dans la Méhaigne et dans la Dyle;
- l'arrêté ministériel du 24 mars 2003 autorisant à titre expérimental la pêche nocturne de la carpe dans des parties de cours d'eau et de canaux de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 26 septembre 2003 autorisant la pêche de tous les poissons sauf la truite, dans le courant des mois d'octobre, novembre et décembre 2003, 2004, 2005 dans les étangs de Serinchamps (près de Marche) et de La Trapperie (Habay-la-Vieille) ainsi que dans le lac des Doyards (Vielsalm);
- l'arrêté ministériel du 23 mars 2004 autorisant temporairement la pêche dans une partie de l'Eau Noire traversant des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté ministériel du 12 mai 2004 autorisant temporairement la pêche dans une partie du ruisseau de Pernelle traversant des bois soumis au régime forestier;
- l'arrêté ministériel du 3 février 2005 autorisant temporairement la pêche après la fermeture dans l'étang sur la Mellier au lieu-dit "Forges Basses" à Léglise;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 octroyant une dispense de permis de pêche le jour de l'ouverture;
- l'arrêté ministériel du 4 mai 2006 autorisant à titre expérimental la pêche nocturne de la carpe dans des parties de cours d'eau et de canaux de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2006 octroyant une dispense de permis de pêche les 3, 4 et 5 juin 2006.

Art. 2. Sont abrogés :

- l'arrêté ministériel du 30 juin 1980 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse au gibier d'eau pour la saison 1980-1981 en Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1980 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à tir au brocard pour la saison 1980-1981 en Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 28 juillet 1980 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1980-1981 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 2 septembre 1980 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1981 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à tir au brocard pour la saison 1981-1982 en Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 10 juillet 1981 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse au gibier d'eau pour la saison 1981-1982 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 10 juillet 1981 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1981-1982 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 27 août 1981 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 9 octobre 1981 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 22 juin 1982 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à tir au brocard pour la saison 1982-1983 en Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 22 juin 1982 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse au gibier d'eau pour la saison 1982-1983 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 9 août 1982 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1982-1983 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 10 août 1982 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont et Stavelot;
- l'arrêté ministériel du 23 septembre 1982 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 21 décembre 1982 portant modification de l'arrêté ministériel du 9 août 1982 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1982-1983 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 22 juin 1983 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à tir au brocard pour la saison 1983-1984 en Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 22 juin 1983 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse au gibier d'eau pour la saison 1983-1984 dans la Région wallonne;

- l'arrêté ministériel du 22 juin 1983 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1983-1984 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 23 juin 1983 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté ministériel du 28 juin 1983 modifiant l'arrêté ministériel du 22 juin 1983 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1983-1984 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 11 juillet 1983 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 28 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse au gibier d'eau pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 28 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à l'approche et à l'affût du brocard pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 8 juin 1984 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté ministériel du 6 juillet 1984 fixant l'exercice de la chasse dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Cerfontaine, Froidchapelle et Couvin;
- l'arrêté ministériel du 3 août 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 13 août 1984 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 14 septembre 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 19 juin 1985 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1985-1986 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 21 juin 1985 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à l'approche et à l'affût du brocard pour la saison 1985-1986 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 21 juin 1985 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse au gibier d'eau pour la saison 1985-1986 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 29 juin 1985 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté ministériel du 30 août 1985 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 13 juin 1986 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1986-1987 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 3 juillet 1986 réglant l'exercice de la chasse dans certains territoires de la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1986 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert;
- l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1986 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 janvier 1985 relatif au sanglier;
- l'arrêté de l'Exécutif du 11 juin 1987 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1987-1988 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétique des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert, pour la saison 1987-1988;
- l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté de l'Exécutif du 9 juin 1988 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1988-1989 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1988 fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1988 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert pour la saison 1988-1989;
- l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1988 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à tir à l'espèce cerf dans les territoires du Conseil cynégétique de la Moyenne Semois pour la saison 1988-1989;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1989 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1989-1990 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à certains grands gibiers dans les périmètres des conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert pour la saison 1989-1990;

- l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 fixant des conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce cerf, dans les deux périmètres du Sud-Est de la Région wallonne, pour la saison 1989-1990;
- l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Stoumont, Stavelot et Manhay;
- l'arrêté de l'Exécutif du 13 juillet 1989 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce cerf dans les territoires du Conseil faunistique de la Croix Scaille pour la saison 1989-1990;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1990-1991 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 juillet 1990 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1990-1991 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à certains grands gibiers dans les périmètres des conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert pour la saison 1990-1991;
- l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à certains grands gibiers, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot, Manhay et Ferrières, pour la saison 1990-1991;
- l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans les territoires du Conseil faunistique de la Croix-Scaille, pour la saison 1990-1991;
- l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans deux périmètres du sud-est de la Région wallonne, pour la saison 1990-1991;
- l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant des conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans les territoires du Conseil cynégétique des Grands Bois de Couvin et de Viroinval pour la saison 1990-1991;
- l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes d'Houffalize, La Roche, Manhay, Rendeux et Vielsalm, pour la saison 1990-1991;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 avril 1991 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1991-1992 dans la Région wallonne;
- l'arrêté ministériel du 16 mai 1991 autorisant, à titre exceptionnel, l'affût nocturne au sanglier;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 fixant des règles particulières à l'exercice de la chasse à certains grands gibiers dans les périmètres correspondant aux Conseils cynégétiques organisés en ASBL;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 mai 1992 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1992-1993 dans la Région wallonne;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992 fixant des règles particulières à l'exercice de la chasse au grand gibier dans les périmètres correspondant aux conseils cynégétiques organisés en ASBL;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 mai 1993 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1993-1994 dans la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993 fixant des règles particulières à l'exercice de la chasse au grand gibier dans certains périmètres cynégétiques;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993 fixant les règles particulières à l'exercice de la chasse au grand gibier dans certains périmètres cynégétiques;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 1994 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1994-1995 dans la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 fixant des règles particulières à l'exercice de la chasse au grand gibier dans certains périmètres cynégétiques;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 1995 visant à prévenir les dégâts importants causés par les sangliers en période hivernale;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 1995 au 30 juin 2000;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2001 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2006;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2004 modifiant, pour la saison cynégétique 2004-2005, l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2001 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2006;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2005 modifiant, pour la saison cynégétique 2005-2006, l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2001 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2006;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2005 modifiant, pour la saison 2005-2006, l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2001 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2006.

Art. 3. Sont abrogés :

- les articles 404 à 405 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine faisant partie du Chapitre XVII du Titre I^{er} intitulé : "Du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme.";
- les articles 452/43 à 452/53 faisant partie du Chapitre XXV du Titre I^{er} intitulé "Des conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et de la forme de ces certificats".

Art. 4. Sont abrogés :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 septembre 2002 énumérant les biens classés sur lesquels l'Institut du Patrimoine wallon exerce une mission de gestion;
- l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 février 1984 fixant le règlement applicable aux marchés relatifs à la restauration, à l'entretien ou à la consolidation des édifices ou monuments classés appartenant à une personne de droit privé.

Art. 5. Sont abrogés :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1994 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Hainaut occidental;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 juillet 1990 relatif au financement, au budget, au personnel et au contrôle du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation à Saint-Vith;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant création d'un Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation dans le ressort territorial du Service subrégional de l'Emploi de Saint-Vith;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 portant exécution de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 portant exécution de l'accord de coopération conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif aux programmes d'immersion linguistique;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 février 1989 d'exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002 étendant le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels;
- l'arrêté ministériel du 22 novembre 1985 octroyant une ligne de crédits pour couvrir les dépenses de fonds de roulement pour les agences T service (mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'Emploi dans la Région wallonne);
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 portant exécution de l'article 26ter du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995 fixant les principes de la tarification du T-Service Intérim à l'égard des utilisateurs.

Art. 6. Sont abrogés :

- l'arrêté royal du 14 octobre 1980 fixant, pour l'année 1980, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté royal du 24 août 1981 fixant, pour l'année 1981, le pourcentage de la part du Fonds des Communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté ministériel du 7 juillet 1982 fixant, pour l'année 1982, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial d'aide sociale;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 1983 fixant, pour l'année 1983, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 décembre 1983 fixant, pour l'année 1984, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté ministériel du 9 septembre 1984 fixant, pour l'année 1985, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté ministériel du 28 février 1986 fixant pour l'année 1986, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté ministériel du 25 mars 1987 fixant, pour l'année 1987, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'arrêté ministériel du 21 septembre 1988 fixant, pour l'année 1987, le pourcentage à attribuer respectivement au Fonds spécial de l'aide sociale pour la Communauté française et au Fonds spécial de l'aide sociale pour la Communauté germanophone;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 août 1992 fixant, pour l'année 1992, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartissant entre Communautés française et germanophone;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 1994 fixant, pour l'année 1994, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'Aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 fixant, pour l'année 1995, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'Aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux centres publics d'aide sociale des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996 fixant, pour l'année 1996, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'Aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux centres publics d'aide sociale des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 1997 fixant, pour l'année 1997, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux centres publics d'aide sociale des communes francophones de la Région wallonne;

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juin 1998 fixant, pour l'année 1998, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux centres publics d'aide sociale des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 fixant, pour l'année 1999, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2000 fixant, pour l'année 2000, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition de celle-ci entre la Communauté germanophone et les C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2001 fixant, pour l'année 2001, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition de celle-ci entre la Communauté germanophone et les C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2002 fixant, pour l'année 2002, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'Aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 fixant, pour l'année 2003, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 2004 fixant, pour l'année 2004 la somme à attribuer au Fonds spécial de l'Aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux C.P.A.S. des communes francophones de la Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2005 fixant, pour l'année 2005, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale destinée aux C.P.A.S. des communes de la Région wallonne à l'exception des C.P.A.S. des communes de la Communauté germanophone;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 2006 fixant, pour l'année 2006, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale destinée aux C.P.A.S. des communes de la Région wallonne, à l'exception des C.P.A.S. des communes de la Communauté germanophone.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 avril 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1556

[2008/201566]

24. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in Sachen Fischfang, Jagd, Städtebau, Erbe, Beschäftigung, Ausbildung und lokale Behörden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1979 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996, und § 2, ersetzt durch das Gesetz vom 9. August 1980 und abgeändert durch die Gesetze vom 16. Juni 1989 und vom 6. April 1995;

Aufgrund des am 10. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Januar 2008 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 43.945/8;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der ländlichen Entwicklung, des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes, des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes, des Ministers der Ausbildung und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Es werden aufgehoben:

- der Ministerialerlass vom 29. November 1983, durch den in der Wallonischen Region der Fang von Zandern aller Abmessungen zeitweilig erlaubt und der Einsatz dieser Fischart zeitweilig untersagt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1987, durch den im See von Warfaaz im Laufe der Jahre 1986 bis 1990 der Fang aller Fischarten außerhalb der Forelle vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember erlaubt und der Fang des Hechts vom Samstag vor dem vierten Sonntag des Monats März bis zum Samstag vor dem zweiten Sonntage von Juni untersagt wird;

- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1987, durch den erlaubt wird, während der Monate Oktober und November in den Seen von Bütgenbach und Robertville alle Fische, außer der Forelle, anhand einer einzigen Angelrute vom Wasserufer aus zu fischen;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1987, durch den in der Wallonischen Region der Fang und das Gefangenhalten von Fischen, die den vorgeschriebenen Größen nicht entsprechen, während des Ablaufes der öffentlich angekündigten Fischfangwettbewerbe zeitweilig zugelassen werden;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. April 1987 durch den in der Wallonischen Region der Fang von Zandern aller Abmessungen zeitweilig erlaubt und der Einsatz dieser Fischart zeitweilig untersagt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. Oktober 1987, durch den in den Teilen der Almache, die den Wald, der der Forstregelung unterliegt, durchfließen, der Fang von Fischen zeitweilig zugelassen wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 durch den der Fang aller Fischarten, außer der Forelle, im "Lac de la Vierre" in Suxy, zeitweilig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. April 1988, durch den der Fischfang in einem Abschnitt der Eau Noire, der durch der Forstordnung unterworfenen Wälder fließt, zeitweilig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. April 1988, durch den in der Wallonischen Region der Fang und das Gefangenhalten von Fischen, die den vorgeschriebenen Größen nicht entsprechen, während des Ablaufes der öffentlich angekündigten Fischfangwettbewerbe zeitweilig zugelassen werden;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988, durch den der Fang aller Fische mit Ausnahme der Forelle in dem Gemeindeteich "Etang communal du Châtelet" vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember für die Jahre 1988 bis 1992 einschließlich zugelassen wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. September 1989, mit dem der Fang bestimmter Fische während der Schonzeit in den Seen der Dämme und Vordämme der Eau d'Heure und ihrer Zuflüsse vorübergehend genehmigt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1990, durch den der Fischfang in den Abschnitten der östlichen Ourthe, die durch der Forstordnung unterworfenen Wälder zwischen Houffalize und den Zusammenfluss der Ourthe und den Bach von Martin Moulin fließen, zeitweilig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1990, durch den der Fischfang in den Abschnitten der Almache, die durch der Forstordnung unterworfenen Wälder fließen, zeitweilig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. September 1990, durch den der Fang aller Fische mit Ausnahme der Forelle im See von Neufchâteau mit zwei Angeln vom Ufer aus während der Monate Oktober, November und Dezember der Jahre 1990, 1991, 1992, 1993 und 1994 zeitweilig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991, durch den der Fang sämtlicher Fische, außer der Forelle, zeitweilig im See von Warfaaz erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991, durch den der Fang sämtlicher Fische, außer der Forelle und der Äsche, zeitweilig in der Wasserfläche Doyards in Vielsalm erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. April 1993, durch den in der Wallonischen Region der Fang und das Gefangenhalten von Fischen, die den vorgeschriebenen Größen nicht entsprechen, während des Ablaufes der öffentlich angekündigten Fischfangwettbewerbe zeitweilig zugelassen werden;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 1993, durch den der Fischfang in Abschnitten der Lhomme, die durch der Forstordnung unterworfenen Wälder fließt, vorläufig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 1994, durch den der Fang bestimmter Fische während der Schonzeit in den Seen der Dämme und Vordämme der Eau d'Heure und ihrer Zuflüsse vorübergehend genehmigt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 1994, durch den der Fang bestimmter Fische während der Schonzeit in den Seen der Dämme und Vordämme der Eau d'Heure und ihrer Zuflüsse vorübergehend genehmigt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur zeitweiligen Genehmigung des Fischfangs in den Teilen der östlichen Ourthe, die der Forstregelung unterworfenen Wälder durchqueren, zwischen Houffalize und dem Punkt, wo die Ourthe und der Bach Martin Moulin zusammenfließen;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995, durch den der Fischfang in einem Abschnitt der Eau Noire, der durch der Forstordnung unterworfenen Wälder fließt, vorläufig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995, durch den der Fischfang in einem Abschnitt des "Tons", der der Forstordnung unterworfenen Wälder durchfließt, vorläufig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 1993, durch den der Fischfang in gewissen Abschnitten der Lhomme, die der Forstordnung unterworfenen Wälder durchfließen, vorläufig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995, durch den der Fischfang in den Abschnitten der Almache, die der Forstordnung unterworfenen Wälder durchfließt, vorläufig erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 20. Februar 1997 zur vorläufigen Abweichung von den Bestimmungen der Artikel 9, 10 und 11 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Februar 1998, durch den in der Wallonischen Region der Fang und das Gefangenhalten von Fischen, die den vorgeschriebenen Größen nicht entsprechen, während des Ablaufes der öffentlich angekündigten Fischfangwettbewerbe zeitweilig zugelassen werden;
- der Ministerialerlass vom 18. März 1999, durch den das Fischen der Forelle anders als mit der Fliege in der Haute Méhaigne während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 22. März 1999, durch den das Fliegenfischen der Forelle in einem Abschnitt der Weser während der Schonzeit erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 7. Februar 2002, durch den das Fischen aller Fische mit Ausnahme der Forelle im Teich von Bologne in Habay-la-Neuve vorläufig erlaubt wird;

- der Ministerialerlass vom 7. März 2002, durch den das Fischen der Forelle anders als mit der Fliege in der Haute Méhaigne während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 8. August 2002, durch den der Fang des Karpfens nachts im See von Bütgenbach vom 18. bis zum 20. Oktober 2002 erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 10. Oktober 2002, durch den die Benutzung gewisser Köder im Laufe der Belgischen Meisterschaft im Raubfischfang im See der Ry Jaune am 19. Oktober 2002 erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 21. Januar 2003, durch den das Fischen im Weiher auf der Bocq in Scy (Hamois) während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 6. Februar 2003, durch den bestimmte Arten des Fischfangs in der Méhaigne und der Dyle zeitweilig erlaubt werden;
- der Ministerialerlass vom 24. März 2003, durch den der Fang des Karpfens bei Nacht in Abschnitten von Wasserläufen und Kanälen der Wallonischen Region versuchsweise erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 26. September 2003, durch den der Fang aller Fische mit Ausnahme der Forelle im Laufe der Monate Oktober, November und Dezember 2003, 2004, 2005 in den Weihern von Serinchamps (bei Marche) und la "Trapperie" (Habay-la-Vieille) sowie im See des "Doyards" (Vielsalm) genehmigt wird;
- der Ministerialerlass vom 23. März 2004, durch den der Fischfang in einem Abschnitt der Eau Noire, der durch der Forstordnung unterworfenen Wälder fließt, vorläufig erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 12. Mai 2004, durch den der Fischfang in einem Abschnitt vom "Ruisseau de Pernelle", der durch der Forstordnung unterworfenen Wälder fließt, vorläufig erlaubt wird;
- der Ministerialerlass vom 3. Februar 2005, durch den das Fischen im Weiher auf der Mellier am Ort genannt "Forges Basses" in Léglise während der Schonzeit vorläufig erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 zur Gewährung einer Befreiung vom Angelschein am Tag des Anfangs der Fangzeit;
- der Ministerialerlass vom 4. Mai 2006, durch den der Fang des Karpfens bei Nacht in Abschnitten von Wasserläufen und Kanälen der Wallonischen Region versuchsweise erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2006 zur Gewährung einer Befreiung vom Angelschein am 3., 4. und 5. Juni 2006.

Art. 2 - Es werden aufgehoben:

- der Ministerialerlass vom 30. Juni 1980 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf Wasserwild für die Saison 1980-1981 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 30. Juni 1980 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf den Rehbock für die Saison 1980-1981 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 28. Juli 1980 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1980-1981 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 2. September 1980 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 30. Juni 1981 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf den Rehbock für die Saison 1981-1982 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 10. Juli 1981 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf Wasserwild für die Saison 1981-1982 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 10. Juli 1981 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1981-1982 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 27. August 1981 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 9. Oktober 1981 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 22. Juni 1982 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf den Rehbock für die Saison 1982-1983 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 22. Juni 1982 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf Wasserwild für die Saison 1982-1983 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 9. August 1982 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1982-1983 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté ministériel du 10 août 1982 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont et Stavelot";
- der Ministerialerlass vom 23. September 1982 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 21. Dezember 1982 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 9. August 1982 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1982-1983 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 22. Juni 1983 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf den Rehbock für die Saison 1983-1984 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 22. Juni 1983 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf Wasserwild für die Saison 1983-1984 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 22. Juni 1983 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1983-1984 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté ministériel du 23 juin 1983 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay";

- der Ministerialerlass vom 28. Juni 1983 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. Juni 1983 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1983-1984 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 11. Juli 1983 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 28. Mai 1984 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf Wasserwild für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 28. Mai 1984 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Pirsch- und Ansitzjagd auf den Rehbock für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 29. Mai 1984 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté ministériel du 8 juin 1984 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay";
- der "arrêté ministériel du 6 juillet 1984 fixant l'exercice de la chasse dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Cerfontaine, Froidchapelle et Couvin";
- der Ministerialerlass vom 3. August 1984 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 13. August 1984 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 14. September 1984 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 19. Juni 1985 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1985-1986 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 21. Juni 1985 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Pirsch- und Ansitzjagd auf den Rehbock für die Saison 1985-1986 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 21. Juni 1985 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagd auf Wasserwild für die Saison 1985-1986 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté ministériel du 29 juin 1985 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay";
- der Ministerialerlass vom 30. August 1985 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der Erlass der Exekutive vom 13. Juni 1986 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1986-1987 in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Exekutive vom 3. Juli 1986 zur Regelung der Ausübung der Jagd in bestimmten Gebieten der Wallonischen Region;
- der "arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1986 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert";
- der "arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1986 fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay";
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Januar 1985 betreffend das Schwarzwild;
- der Erlass der Exekutive vom 11. Juni 1987 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1987-1988 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétique des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert, pour la saison 1987-1988";
- der "arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay";
- der Erlass der Exekutive vom 9. Juni 1988 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1988-1989 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1988 fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay";
- der "arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1988 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétique des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert, pour la saison 1988-1989";
- der "arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1988 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétique des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert, pour la saison 1988-1989";
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Mai 1989 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1989-1990 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse dans les territoires des Conseils cynégétique des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert, pour la saison 1989-1990";
- der "arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 fixant des conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce cerf, dans les deux périmètres du Sud-Est de la Région wallonne, pour la saison 1989-1990";

- der "arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Stoumont, Stavelot et Manhay";
- der "arrêté de l'Exécutif du 13 juillet 1989 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce cerf dans les territoires du Conseil faunistique de la Croix Scaille pour la saison 1989-1990";
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. April 1990 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1990-1991 in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juli 1990 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1990-1991 in der Wallonischen Region;
- der "arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à certains grands gibiers dans les périmètres des conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes et du Massif forestier de Saint-Hubert pour la saison 1990-1991";
- der "arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à certains grands gibiers, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot, Manhay et Ferrières, pour la saison 1990-1991";
- der "arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans les territoires du Conseil faunistique de la Croix Scaille, pour la saison 1990-1991";
- der "arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans deux périmètres du sud-est de la Région wallonne, pour la saison 1990-1991";
- der "arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant des conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans les territoires du Conseil cynégétique des Grands Bois de Couvin et de Viroinval pour la saison 1990-1991";
- der "arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant les conditions particulières d'ouverture et de fermeture de la chasse à l'espèce cerf, dans une partie du territoire de la Région wallonne située sur les communes de Houffalize, La Roche, Manhay, Rendeux et Vielsalm, pour la saison 1990-1991";
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. April 1991 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1991-1992 in der Wallonischen Region;
- der Ministerialerlass vom 16. Mai 1991, durch den die Nachtlauer auf Schwarzwild ausnahmsweise erlaubt wird;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Bestimmung von Sonderregeln für die Ausübung der Jagd auf gewisse Großwildarten in den Umkreisen, die den in VoE errichteten weidmännischen Räten entsprechen;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Mai 1992 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1992-1993 in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 zur Bestimmung von Sonderregeln für die Ausübung der Jagd auf gewisse Großwildarten in den Umkreisen, die den in VoE errichteten weidmännischen Räten entsprechen;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Mai 1993 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1993-1994 in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 zur Bestimmung von Sonderregeln für die Ausübung der Jagd auf Großwildarten in den Umkreisen gewisser weidmännischen Räte;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 zur Bestimmung von Sonderregeln für die Ausübung der Jagd auf Großwildarten in den Umkreisen gewisser weidmännischen Räte;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 1994 zur Festlegung der Daten für den Beginn und das Ende der Jagdzeit für die Saison 1994-1995 in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Bestimmung von Sonderregeln für die Ausübung der Jagd auf Großwildarten in den Umkreisen gewisser weidmännischen Räte;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 1995 zur Verhütung erheblicher Schäden, die das Wildschwein in der Winterzeit anrichtet;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 1995 bis zum 30. Juni 2000;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2001 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2001 bis zum 30. Juni 2006;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2004 zur Abänderung für die Jagdsaison 2004-2005 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2005 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2001 bis zum 1. Juni 2006;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2005 zur Abänderung für die Jagdsaison 2005-2006 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2001 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2001 bis zum 30. Juni 2006;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung für die Jagdsaison 2005-2006 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2001 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2001 bis zum 30. Juni 2006.

Art. 3 - Es werden aufgehoben:

- die Artikel 404 und 405 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe in Kapitel XVII des Titels I mit folgender Überschrift: "Die die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung";
- die Artikel 452/43 bis 452/53 in Kapitel XXV des Titels I mit folgender Überschrift "Bedingungen, unter denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen beauftragt werden kann, und Form dieser Bescheinigungen".

Art. 4 - Es werden aufgehoben:

- der "arrêté du Gouvernement wallon du 5 septembre 2002 énumérant les biens classés sur lesquels l'Institut du Patrimoine wallon exerce une mission de gestion";
- der "arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 février 1984 fixant le règlement applicable aux marchés relatifs à la restauration, à l'entretien ou à la consolidation des édifices ou monuments classés appartenant à une personne de droit privé".

Art. 5 - Es werden aufgehoben:

- der "arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1994 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur";
- der "arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Hainaut occidental";
- der "arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 juillet 1990 relatif au financement, au budget, au personnel et au contrôle du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation à Saint-Vith";
- der "arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant création d'un Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation dans le ressort territorial du Service subrégional de l'Emploi de Saint-Vith";
- der "arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 portant exécution de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel";
- der "arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 portant exécution de l'accord de coopération conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif aux programmes d'immersion linguistique";
- der "arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 février 1989 d'exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes";
- der "arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002 étendant le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels";
- der "arrêté ministériel du 22 novembre 1985 octroyant une ligne de crédits pour couvrir les dépenses de fonds de roulement pour les agences T-Service (Mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs par l'Office national de l'Emploi dans la Région wallonne)";
- der "arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 portant exécution de l'article 26^{ter} du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi";
- der "arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995 fixant les principes de la tarification du T-Service Intérim à l'égard des utilisateurs".

Art. 6 - Es werden aufgehoben:

- der "arrêté royal du 14 octobre 1980 fixant, pour l'année 1980, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté royal du 24 août 1981 fixant, pour l'année 1981, le pourcentage de la part du Fonds des Communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté ministériel du 7 juillet 1982 fixant, pour l'année 1982, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial d'aide sociale";
- der "arrêté ministériel du 29 mars 1983 fixant, pour l'année 1983, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 décembre 1983 fixant, pour l'année 1984, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté ministériel du 9 septembre 1984 fixant, pour l'année 1985, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté ministériel du 28 février 1986 fixant pour l'année 1986, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté ministériel du 25 mars 1987 fixant, pour l'année 1987, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale";
- der "arrêté ministériel du 21 septembre 1988 fixant, pour l'année 1987, le pourcentage à attribuer respectivement au Fonds spécial de l'aide sociale pour la Communauté française et au Fonds spécial de l'Aide sociale pour la Communauté germanophone";
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. August 1992 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll, und dessen Aufteilung unter den Französischen und Deutschsprachigen Gemeinschaften für das Jahr 1992;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 1994 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 1994;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 1995;

- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 1996 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 1996;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 1997 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 1997;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 1998 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 1998;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 1999;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2000 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2000;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2001 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2001;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2002 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2002;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2003;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 2004 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2004;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. April 2005 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2005;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 2006 zur Festlegung des Betrags, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zugeteilt werden soll und der Aufteilung unter den für die deutschsprachige Gemeinschaft bestimmten Anteil und den für die Sozialhilfezentren der französischsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region bestimmten Anteil für das Jahr 2006.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. April 2008

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes

J.-C. MARCOURT

Der Minister der Ausbildung

M. TARABELLA

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1556

[2008/201566]

24 APRIL 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot opheffing van sommige bepalingen inzake visserij, jacht, stedenbouw, patrimonium, tewerkstelling, vorming en plaatselijke besturen

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1979 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, en § 2, vervangen bij de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989 en 6 april 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State 43.945/8, gegeven op 28 januari 2008;

Op de voordracht van de Minister-President, van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling, van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtarenzaken, van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium, van de Minister van Vorming en van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De volgende besluiten worden opgeheven :

- het ministerieel besluit van 29 november 1983 tot tijdelijk toestaan van het vangen van snoekbaarzen van alle lengten en tot tijdelijk verbod van alle uitstortingen van deze vis, in het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1987 waarbij het vissen op alle soorten vis, met uitsluiting van de forel, vanaf 1 oktober tot 31 december wordt toegelaten en houdende verbod van het vissen op de snoek vanaf de zaterdag voor de vierde zondag van maart tot de zaterdag voor de tweede zondag van juni, in het meer van Warfaaz en tijdens de jaren 1986 tot 1990;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1987 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, in de meren van Buttingen en Robertville aan de hand van een hengel vanaf de rand van het water tijdens de maanden oktober en november toegelaten wordt;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1987 waarbij de vangst en het bezit van vissen die aan de reglementaire afmetingen niet voldoen gedurende het verloop van openbaar aangekondigde viswedstrijden in het Waalse Gewest wordt tijdelijk toegelaten;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 april 1987 houdende tijdelijk toestaan van het vangen van snoekbaarzen van alle lengten en tot tijdelijk verbod van alle uitstortingen van deze vis in het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 oktober 1987 tot tijdelijk toestaan van het vissen in sommige gedeelten van de rivier Almache, die door het bos dat onder de bosregeling valt, loopt;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 september 1997 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, tijdelijk toegelaten wordt in het meer van Vierre, te Suxy;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 april 1988 waarbij het vissen tijdelijk wordt toegestaan in een gedeelte van de "Eau Noire" dat stroomt in bossen onder bosregeling;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 april 1988 waarbij de vangst en het bezit van vissen die aan de reglementaire afmetingen niet voldoen gedurende het verloop van openbaar aangekondigde viswedstrijden in het Waalse Gewest wordt tijdelijk toegelaten;
- het besluit van de Executieve van 15 september 1988 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, in de gemeentevijver "Etang communal du Châtelet" van 1 oktober tot 31 december voor de jaren 1988 tot en met 1992 wordt toegelaten;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 september 1989 waarbij het vissen op sommige vissoorten gedurende de gesloten tijd in de meren van de stuwdammen en voor-stuwdammen van de Eau d'Heure en haar zijrivieren tijdelijk toegelaten is;
- het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 waarbij het vissen in de delen van de oostelijke Ourthe die door bossen onder bosregeling trekken tussen Houffalize en de plaats van samenvloeien van de Ourthe en de beek Martin Moulin, tijdelijk toegelaten is;
- het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 waarbij het vissen in de delen van de Almache die door bossen onder bosregeling trekken, tijdelijk toegelaten is;
- het besluit van de Executieve van 13 september 1990 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, wordt toegelaten in het meer van Neufchâteau, met twee hengels vanaf de rand van het water gedurende de maanden oktober, november en december van de jaren 1990, 1991, 1992, 1993 en 1994;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, wordt toegelaten in het meer van Warfaaz;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel en de rivierzalm, wordt toegelaten in de "plan d'eau des Doyards", te Vielsalm;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 maart 1993 waarbij de vangst en het bezit van vissen, die aan de reglementaire afmetingen niet voldoen, tijdelijk worden toegelaten gedurende het verloop van openbaar aangekondigde hengelwedstrijden in het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 16 december 1993 tot machtiging van de visserij in delen van de Lhomme die bossen onder bosregeling doorkruisen;
- het besluit van de Waalse Regering van 24 februari 1994 waarbij het vangen van sommige vissoorten in de meren van het stuwcomplex van de Eau d'Heure en haar zijrivieren gedurende de sluitingsperiode tijdelijk gemachtigd wordt;
- het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 februari 1994 waarbij het vangen van sommige vissoorten in de meren van het stuwcomplex van de Eau d'Heure en haar zijrivieren gedurende de sluitingsperiode tijdelijk gemachtigd wordt;

- het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot tijdelijke machtiging van de visserij in de delen van de oostelijke Ourthe die bossen onder bosregeling doorkruisen, tussen Houffalize en de samenvloeiing van de Ourthe met de beek Martin Moulin;
- het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995 tot machtiging van de visvangst in een deel van de Eau Noire dat bossen onder bosregeling doorkruist;
- het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 tot machtiging van de visvangst in een deel van de Ton dat bossen onder bosregeling doorkruist;
- het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 1993 tot tijdelijke machtiging van de visserij in delen van de Lhomme die bossen onder bosregeling doorkruisen;
- het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 tot machtiging van de visvangst in een deel van de Almache dat bossen onder bosregeling doorkruist;
- het ministerieel besluit van 20 februari 1997 waarbij tijdelijk wordt afgeweken van de bepalingen van de artikelen 9, 10 en 11 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij;
- het besluit van de Waalse Regering van 19 februari 1998 waarbij de vangst en het bezit van vissen die de reglementaire afmetingen niet hebben, tijdelijk worden toegelaten gedurende het verloop van openbaar aangekondigde hengelvijdsporten in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 18 maart 1999 waarbij het vissen op forel met andere middelen dan vliegen als aas tijdelijk toegelaten is in de Haute Méhaigne gedurende de sluitingsperiode;
- het ministerieel besluit van 22 maart 1999 waarbij het vissen op forel met vliegen als aas toegelaten is in een deel van de Vesder gedurende de sluitingsperiode;
- het ministerieel besluit van 7 februari 2002 tot tijdelijke toelating van het vissen op alle vissoorten, behalve de forel, in de vijver "Bologne", te Habay-la-Neuve;
- het ministerieel besluit van 7 februari 2002 waarbij het vissen op forel met andere middelen dan vliegen als aas tijdelijk toegelaten is in de Haute Méhaigne gedurende de sluitingsperiode;
- het ministerieel besluit van 8 augustus 2002 waarbij het toegelaten wordt om 's nachts op karper te vissen in het meer van Bütgenbach van 18 tot en met 20 oktober 2002;
- het ministerieel besluit van 10 oktober 2002 waarbij het gebruik van bepaalde lokmiddelen op 19 oktober 2002 tijdens de Belgische roofviswedstrijd op het meer van "Ry Jaune" wordt toegelaten;
- het ministerieel besluit van 21 januari 2003 tot tijdelijke toelating van het vissen na de sluiting, in de vijver op de "Bocq", te Scy (Hamois);
- het ministerieel besluit van 6 februari 2003 tot tijdelijke toelating van sommige visserijtypen in de Méhaigne en in de Dijle;
- het ministerieel besluit van 24 maart 2003 waarbij het nachtelijk vissen op karper bij wijze van proef wordt toegelaten in sommige gedeelten van waterlopen en kanalen van het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 26 september 2003 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, wordt toegelaten tijdens de maanden oktober, november en december 2003, 2004 en 2005 in de vijvers van Serainchamp (omgeving Marche) en "La Trapperie" (Habay-la-Vieille) alsook in het meer "des Doyards";
- het ministerieel besluit van 23 maart 2004 waarbij het vissen tijdelijk wordt toegestaan in een gedeelte van de "Eau noire" dat stroomt in bossen onder bosregeling;
- het ministerieel besluit van 12 mei 2004 waarbij het vissen tijdelijk wordt toegestaan in een gedeelte van de beek van Pernelle dat stroomt in bossen onder bosregeling;
- het ministerieel besluit van 3 februari 2005 tot tijdelijke toelating van het vissen na de sluiting, in de vijver op de "Mellier", veldnaam "Forges Basses", te Léglise;
- het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot toekenning van een vrijstelling van visverlof op de openingsdag;
- het ministerieel besluit van 4 mei 2006 waarbij het nachtelijk vissen op karper bij wijze van proef wordt toegelaten in sommige gedeelten van waterlopen en kanalen van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2006 tot toekenning van een vrijstelling van visverlof op 3, 4 en 5 juni 2006.

Art. 2. De volgende besluiten worden opgeheven :

- het ministerieel besluit van 30 juni 1980 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op waterwild voor het seizoen 1980-1981 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 30 juni 1980 betreffende de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op reebokken voor het seizoen 1980-1981 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 28 juli 1980 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1980-1981 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 2 september 1980 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;
- het ministerieel besluit van 30 juni 1981 betreffende de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op reebokken voor het seizoen 1981-1982 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 10 juli 1981 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op waterwild voor het seizoen 1981-1982 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 10 juli 1981 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1981-1982 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 27 augustus 1981 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;

- het ministerieel besluit van 9 oktober 1981 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;
- het ministerieel besluit van 22 juni 1982 betreffende de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op reebokken voor het seizoen 1982-1983 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 22 juni 1982 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op waterwild voor het seizoen 1982-1983 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 9 juli 1982 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1982-1983 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 10 augustus 1982 betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont en Stavelot;
- het ministerieel besluit van 23 september 1982 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;
- het ministerieel besluit van 21 december 1982 tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1982-1983 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 22 juni 1983 betreffende de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op reebokken voor het seizoen 1983-1984 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 22 juni 1983 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op waterwild voor het seizoen 1983-1984 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 22 juni 1983 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1983-1984 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 23 juni 1983 betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont en Stavelot;
- het ministerieel besluit van 28 juni 1983 tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 juni 1983 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1983-1984 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 11 juli 1983 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;
- het ministerieel besluit van 28 juli 1984 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op waterwild voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 28 mei 1984 betreffende de opening en de sluiting van de bersjacht en loerjacht op reebokken, voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 29 mei 1984 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 8 juni 1984 betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont en Stavelot;
- het ministerieel besluit van 6 juli 1984 betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten van het Waalse Gewest gelegen in een gedeelte van het grondgebied van de gemeenten Cerfontaine, Froidchapelle en Couvin;
- het ministerieel besluit van 3 augustus 1984 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 waarbij de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest wordt bepaald;
- het ministerieel besluit van 13 augustus 1984 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;
- het ministerieel besluit van 14 september 1984 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 waarbij de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest wordt bepaald;
- het ministerieel besluit van 19 juni 1985 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1985-1986 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 21 juni 1985 betreffende de opening en de sluiting van de bersjacht en loerjacht op reebokken, voor het seizoen 1985-1986 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 21 juni 1985 betreffende de opening en de sluiting van de jacht op waterwild voor het seizoen 1985-1986 in het Waalse Gewest;
- het ministerieel besluit van 29 juni 1985 betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay;
- het ministerieel besluit van 30 augustus 1985 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;
- het besluit van de Executieve van 13 juni 1986 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1986-1987 in het Waalse Gewest;
- het besluit van de Executieve van 3 juli 1986 waarbij de beoefening van de jacht in zekere gebieden van het Waalse Gewest geregeld wordt;

- het besluit van de Executieve van 10 juli 1986 betreffende de opening en de sluiting van de jacht in de gebieden van de Jachtraden van de Hoge Venen en van de bossen van Saint-Hubert;
- het besluit van de Executieve van 10 juli 1986 betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont en Manhay;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 januari 1987 betreffende het wild zwijn;
- het besluit van de Executieve van 11 juni 1987 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1987-1988 in het Waalse Gewest;
- het besluit van de Executieve van 23 juli 1987 betreffende de opening en de sluiting van de jacht in de gebieden van de Jachtraden van de Hoge Venen en van de bossen van Saint-Hubert, voor het seizoen 1987-1988;
- het besluit van de Executieve van 23 juli 1987 tot bepaling van de uitoefening van de jacht op grof wild in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay;
- het besluit van de Executieve van 9 juni 1988 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1988-1989 in het Waalse Gewest;
- het besluit van de Executieve van 28 juli 1988 tot bepaling van de uitoefening van de jacht op grof wild in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay;
- het besluit van de Executieve van 28 juli 1988 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in de gebieden van de Jachtraden van de Hoge Venen en van de bossen van Saint-Hubert, voor het seizoen 1988-1989;
- het besluit van de Executieve van 28 juli 1988 betreffende de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op het soort edelhert in de gebieden van de Jachtraden van de "Moyenne Semois" voor het seizoen 1988-1989;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 mei 1989 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1989-1990;
- het besluit van de Executieve van 7 juli 1989 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht op sommige soorten grof wild in de gebieden van de jachtraden van de Hoge Venen en van de bossen van Saint-Hubert voor het seizoen 1989-1990;
- het besluit van de Executieve van 7 juli 1989 tot vaststelling der bijzondere bepalingen van de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op het soort edelhert, in twee gebieden van het zuid-oosten van het Waalse Gewest, voor het seizoen 1989-1990;
- het besluit van de Executieve van 7 juli 1989 tot bepaling van de uitoefening van de jacht op grof wild in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay;
- het besluit van de Executieve van 13 juli 1989 tot vaststelling der bijzondere bepalingen van de opening en de sluiting van de jacht met het geweer op het soort edelhert, in de faunagebieden van de "Croix Scaille" voor het seizoen 1989-1990;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 april 1990 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1990-1991;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juli 1990 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 april 1990 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1990-1991;
- het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de opening en de sluiting van de jacht op sommige soorten grof wild op de gebieden van de "Conseils cynégétiques des Hautes-Fagnes" en van de "Massif forestier de Saint-Hubert" voor het jachtseizoen 1990-1991;
- het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de opening en de sluiting van de jacht op sommige soorten grof wild op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen op de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot, Manhay en Ferrières, voor het jachtseizoen 1990-1991;
- het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de opening en de sluiting van de jacht op het soort edelhert op het grondgebied van de "Conseil faunistique de la Croix Scaille" voor het jachtseizoen 1990-1991;
- het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de opening en de sluiting van de jacht op het soort edelhert op twee gebieden van het zuid-oosten van het Waalse Gewest voor het jachtseizoen 1990-1991;
- het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de opening en de sluiting van de jacht op het soort edelhert in de gebieden van de "Conseil cynégétique des Grands Bois de Couvin et de Viroinval" voor het jachtseizoen 1990-1991;
- het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de opening en de sluiting van de jacht op het soort edelhert op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen op de gemeenten Houffalize, La Roche, Manhay, Rendeux en Vielsalm voor het jachtseizoen 1990-1991;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 april 1991 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1991-1991;

- het ministerieel besluit van 16 mei 1991 waarbij de loerjacht op het wild zwijn uitzonderlijk 's nachts wordt toegestaan;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot vaststelling van de bijzondere regels voor de uitoefening van de jacht op sommige soorten grof wild in de perimeters die overeenstemmen met de in VZW opgerichte jachtraden;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 mei 1992 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1992-1993;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1992 tot vaststelling van de bijzondere regels voor de uitoefening van de jacht op sommige soorten grof wild in de perimeters die overeenstemmen met de in VZW opgerichte jachtraden;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 mei 1993 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1993-1994;
- het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de jacht op grof wild in sommige jachtgebieden;
- het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de jacht op grof wild in sommige jachtgebieden;
- het besluit van de Waalse Regering van 21 april 1994 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1994-1995;
- het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de jacht op grof wild in sommige jachtgebieden;
- het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 1995 tot voorkoming van belangrijke schaden veroorzaakt door wilde zwijnen tijdens de winterperiode;
- het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 tot vaststelling van de openings-, sluitings- en schorsingsdatums van de jacht, van 1 juli 1995 tot 30 juni 2000;
- het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2001 tot vaststelling van de openings-, sluitings- en schorsingsdatums van de jacht, van 1 juli 2001 tot 30 juni 2006;
- het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2004 tot wijziging, voor het jachtseizoen 2004-2005, van het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2001 tot vaststelling van de openings-, sluitings- en schorsingsdatums van de jacht, van 1 juli 2001 tot en met 30 juni 2006;
- het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2005 tot wijziging, voor het jachtseizoen 2005-2006, van het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2001 tot vaststelling van de openings-, sluitings- en schorsingsdatums van de jacht, van 1 juli 2001 tot en met 30 juni 2006;
- het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2005 tot wijziging, voor het jachtseizoen 2005-2006, van het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2001 tot vaststelling van de openings-, sluitings- en schorsingsdatums van de jacht, van 1 juli 2001 tot en met 30 juni 2006.

Art. 3. De volgende artikelen worden opgeheven :

- de artikelen 404 tot 405 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium die vallen onder Hoofdstuk XVII van Titel I luidend als volgt : "Algemeen reglement op de bouwwerken van toepassing op de inzake stedenbouw beschermde gebieden van sommige gemeenten. »;
- de artikelen 452/43 tot 452/53 die vallen onder Hoofdstuk XXV van Titel I luidend als volgt : "Voorwaarden waaronder een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vorm van die attesten. ».

Art. 4. De volgende besluiten worden opgeheven :

- het besluit van de Waalse Regering van 5 september 2002 tot bepaling van de lijst van de beschermde goederen die het voorwerp zijn van een beheersopdracht van het "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut van het Waalse Patrimonium);
- het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 februari 1984 houdende regeling van de overeenkomsten betreffende het herstel, het onderhoud of de versteviging van gerangschikte gebouwen en monumenten toebehorend aan een privaatrechtelijk rechtspersoon.

Art. 5. De volgende besluiten worden opgeheven :

- het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1994 houdende goedkeuring van het reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen;
- het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 houdende goedkeuring van het reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van West-Henegouwen;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 juli 1990 betreffende de financiering, de begroting, het personeel van en het toezicht op het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming Sankt Vith;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 tot instelling van een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming in het ambtsgebied van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling Saint-Vith;

- het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs;
- het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord gesloten op 4 juli 2000 door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in verband met de programma's voor taalbadcursussen;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 februari 1989 houdende uitvoering van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;
- het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdeelsleutel voor de toekenning van toelagen aan de plaatselijke besturen die contractuelen tewerkstellen;
- het ministerieel besluit van 22 november 1985 tot toekenning van een kredietlijn bestemd voor de dekking van uitgaven van bedrijfskapitaal voor de "Agences T-Service" (Terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van gebruikers door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in het Waalse Gewest);
- het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot uitvoering van artikel 26ter van het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;
- het besluit van de Waalse Regering van 27 april 1995 tot vaststelling van de tarifieringsnormen van de "T-Service Intérim" voor de gebruikers.

Art. 6. De volgende besluiten worden opgeheven :

- het koninklijk besluit van 14 oktober 1980 houdende vaststelling voor het jaar 1980, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallende deel van het Gemeentefonds, voor stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het koninklijk besluit van 24 augustus 1981 tot vaststelling voor het jaar 1981, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het ministerieel besluit van 7 juli 1982 tot vaststelling, voor het jaar 1982, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het ministerieel besluit van 29 maart 1983 tot vaststelling, voor het jaar 1983, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 december 1983 tot vaststelling, voor het jaar 1984, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het ministerieel besluit van 9 september 1984 tot vaststelling, voor het jaar 1985, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het ministerieel besluit van 28 februari 1986 tot vaststelling, voor het jaar 1986, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het ministerieel besluit van 25 maart 1987 tot vaststelling, voor het jaar 1987, van het percentage van het aan het Waalse Gewest toevallend deel van het Gemeentefonds, tot stijving van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;
- het ministerieel besluit van 21 september 1988 tot vaststelling, voor het jaar 1987, van het percentage dat respectievelijk toe te kennen is aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn voor de Franse Gemeenschap en aan het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn voor de Duitstalige Gemeenschap;
- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 augustus 1992 tot vaststelling, voor het jaar 1992, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot verdeling ervan onder de Franse en Duitstalige Gemeenschappen;
- het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 1994 tot vaststelling, voor het jaar 1994, van het aan het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn toe te kennen bedrag en tot de toewijzing van het deel voor de Duitstalige Gemeenschap en van het deel voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot vaststelling, voor het jaar 1995, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel bestemd voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;

- het besluit van de Waalse Regering van 25 april 1996 tot vaststelling, voor het jaar 1996, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel bestemd voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 1997 tot vaststelling, voor het jaar 1997, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel bestemd voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 4 juni 1998 tot vaststelling, voor het jaar 1998, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 tot vaststelling, voor het jaar 1999, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2000 tot vaststelling, voor het jaar 2000, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van de verdeling ervan tussen de Duitstalige Gemeenschap en de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2001 tot vaststelling, voor het jaar 2001, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van de verdeling ervan tussen de Duitstalige Gemeenschap en de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2002 tot vaststelling, voor het jaar 2002, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 tot vaststelling, voor het jaar 2003, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 2004 tot vaststelling, voor het jaar 2004, van het aan het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn toe te kennen bedrag en tot vaststelling van het aandeel dat aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt alsook van het aandeel voor de O.C.M.W.'s van de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest;
- het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2005 tot vastlegging, voor het jaar 2005, van het aan het Bijzonder fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag dat bestemd is voor de O.C.M.W.'s van de gemeenten van het Waalse Gewest, met uitzondering van de O.C.M.W.'s van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap;
- het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 2006 tot vastlegging, voor het jaar 2006, van het aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toe te kennen bedrag dat bestemd is voor de O.C.M.W.'s van de gemeenten van het Waalse Gewest, met uitzondering van de O.C.M.W.'s van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 24 april 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN